



02

L'ANALYSE FINANCIÈRE RÉTROSPECTIVE



LE CONTEXTE HISTORIQUE S'IMPOSANT À LA COLLECTIVITÉ

La croissance française s'établit en moyenne à **+1,9%** entre 2008 et 2019 (elle s'échelonne entre 0,82% et 2,79%)

Les principales réformes depuis 2008 :

- **Loi de finances pour 2010** : suppression de la taxe professionnelle remplacée par la CET (Contribution Economique Territoriale).
- **2010** : création des « Métropoles » pour les zones urbaines atteignant 500 000 habitants.
- **Loi de finances pour 2012** : création du FPIC (Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes).
- **2014** : baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales pour contribuer au redressement des comptes publics : - 10 Milliards d'euros sur la période 2014 - 2017.
- **LPFP 2018-2022** : contractualisation des collectivités locales dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 M€ avec l'Etat pour limiter la hausse annuelle de leurs dépenses de fonctionnement à + 1,2% (des modulations sont envisageables) et réaliser 13 milliards d'euros d'économies durant le quinquennat. Le dispositif a été suspendu à la suite du COVID- 19
- **2018** : dégrèvement progressif de la TH puis suppression définitive d'ici 2023 (Loi de Finances 2020).
- **2020 : mises en place de mesures exceptionnelles du gouvernement pour faire face à l'impact financier du Covid-19 sur les collectivités locales.** Le troisième projet de loi de finances rectificatives (PLFR) pour 2020 prévoit :
 - ✓ Une hausse de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) de 1 Mds d'€ ;
 - ✓ La mise en place d'une clause de sauvegarde des recettes fiscales et domaniales pour le bloc communal calculée selon les recettes moyennes des trois derniers exercices (2017-2019) – *hors produits des services* ;
 - ✓ La création d'une annexe spécifique pour lister les dépenses liées au Covid-19 avec pour certaines la possibilité de les lisser dans le temps et de les financer par l'emprunt.

DÉFINITION DES PRINCIPAUX RATIOS ABORDÉS AU COURS DE L'ANALYSE*

- ▲ **L'épargne de gestion** : calculée par différence entre les produits et les charges courants de fonctionnement de l'année (*hors charges et produits financiers, produits et charges exceptionnels, hors opérations liées au patrimoine*). **Ce solde correspond à l'excédent structurel que dégage la commune sur son fonctionnement courant et constitue donc le socle des marges de manœuvre dont elle dispose.**
- ▲ **L'épargne brute** : épargne de gestion minorée du résultat financier et des charges et produits exceptionnels (*hors gestion patrimoniale*) ; **elle correspond à l'autofinancement de la ville sur l'année, qui doit lui permettre de couvrir le remboursement du capital de sa dette et le cas échéant participer à l'autofinancement de son investissement.**
- ▲ **Le taux d'épargne brute** : épargne brute/recettes réelles de fonctionnement (*exprimé en pourcentage*). Il indique la part de recettes de fonctionnement qui peut être consacrée à l'investissement et/ou au remboursement de la dette. Il s'agit de la part des recettes réelles de fonctionnement qui n'est pas absorbée par les dépenses récurrentes de fonctionnement. **Traditionnellement, un ratio compris entre 8% et 15% est satisfaisant. En moyenne en 2018, selon l'Observatoire des finances locales 2019, le taux d'épargne brute du bloc communal était de 16,3%.**
- ▲ **L'épargne nette** : Epargne brute – le remboursement en capital de la dette. L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible. **Une épargne nette positive signifie que le remboursement en capital de la dette peut être couvert par l'excédent de la section de fonctionnement** (l'épargne brute).
- ▲ **La capacité de désendettement** : dette au 31/12/N rapportée à l'épargne brute. Ce ratio est exprimé en nombre d'années et mesure la solvabilité financière d'une collectivité. Il permet de déterminer le nombre d'années théoriquement nécessaire pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Pendant longtemps, l'analyse financière a retenu un premier seuil d'alerte de 10 ans et un seuil critique de 15 ans. La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de Programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 met en place désormais un seuil de 12 ans à partir duquel la situation peut être considérée comme préoccupante pour le bloc communal.

DÉFINITION DES PRINCIPAUX RATIOS ABORDÉS AU COURS DE L'ANALYSE

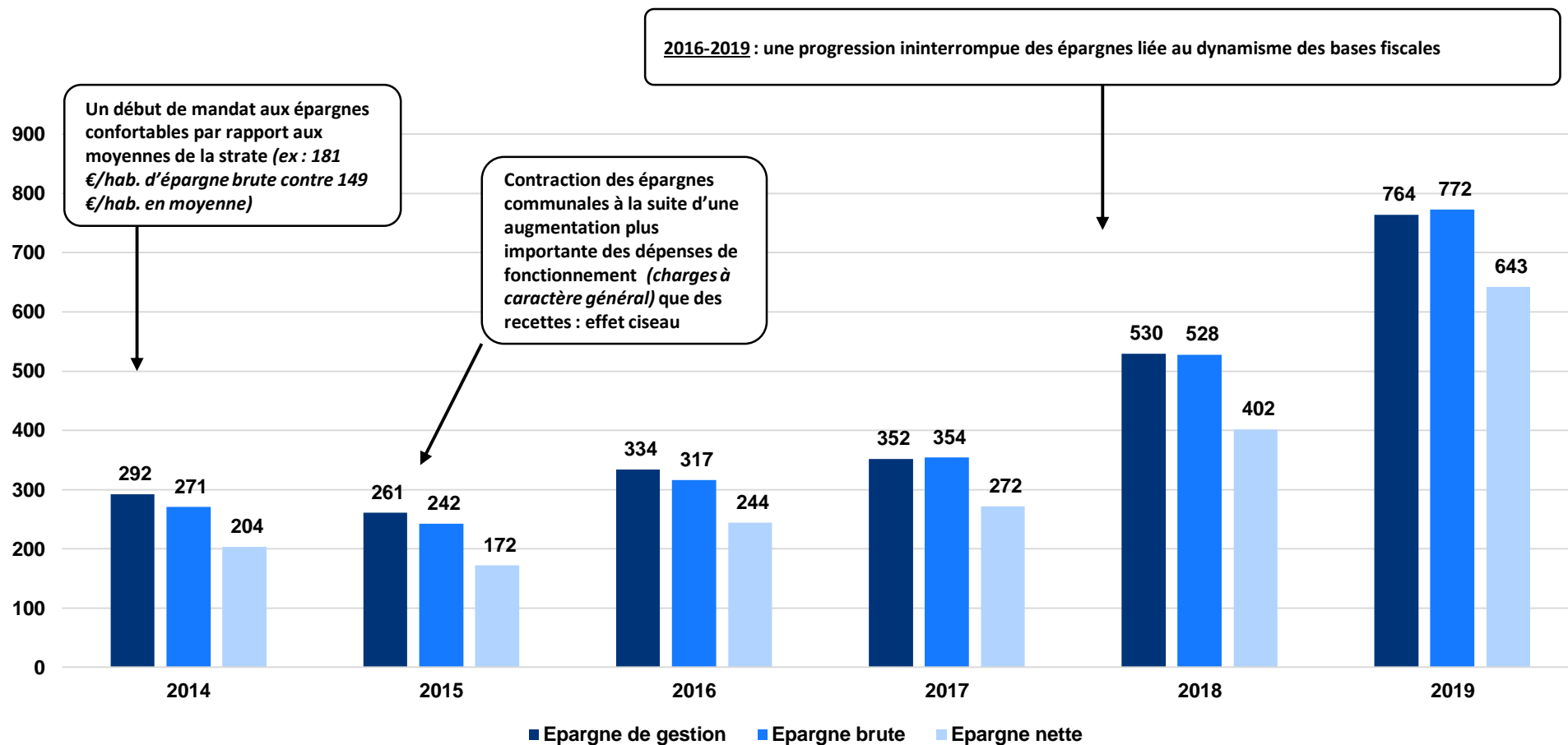
Les principaux ratios sont analysés pour le budget principal et pour la période 2014-2019 sous plusieurs angles :

- ▶ ... en valeur absolue ;
- ▶ ... en valeur relative (en €/hab.) comparée à la strate officielle quand les données sont disponibles ;
- ▶ ... en évolution ;
- ▶ ... intégrant une analyse des facteurs d'explication et de sensibilité.

L'analyse financière s'appuie sur les réalisations constatées aux comptes administratifs/comptes de gestion ainsi que sur l'analyse détaillée des grands livres le cas échéant.



SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION RÉTROSPECTIVE DES ÉPARGNES (EN K€)

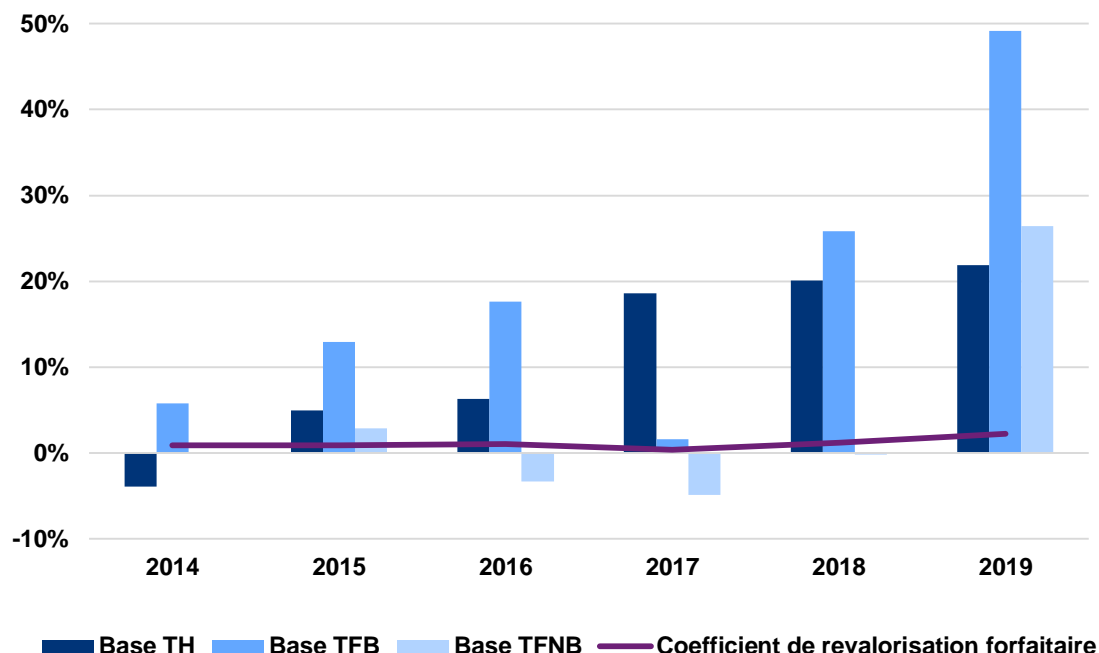




CALCUL DÉTAILLÉ DE L'ÉPARGNE DE GESTION (EN K€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution moyenne annuelle	Evolution en valeur	
Contributions directes	964	1 029	1 160	1 149	1 422	1 968	+15,4%	+ 1 004	Une fiscalité très dynamique
Reversement de fiscalité	219	219	219	265	260	260	+3,5	+41	
Autres recettes fiscales	9	38	41	43	61	46	+ 38%	+37	
Fonds de péréquation	17	21	25	15	15	15	-2,4%	-2	Effet « CRFP »
DGF	131	101	73	46	32	28	-26,8%	- 103	
Autres dotations et participations	32	62	51	65	54	55	+11,6%	+23	
Produits des services	85	99	111	132	135	135	+9,6%	+ 50	Stabilisation depuis 2017
Remboursements de frais (recettes)	21	1	1	1	61	60	+23,5%	+39	
Autres recettes de fonctionnement	16	13	9	10	14	23	+26,8%	+7	
Recettes de fonctionnement courantes	1 493	1 582	1 690	1 726	2 053	2 469	+10,6%	+976	
Charges à caractère général	480	541	517	499	566	652	+6,3%	+172	Augmentation du poste « prestations de services »
Charges de personnel nettes	589	646	700	744	839	955	+10,2%	+ 366	Hausse des effectifs
Autres charges de gestion courante	131	134	138	132	118	99	-6%	- 32	Baisse des subventions aux associations
Dépenses de fonctionnement courantes	1 200	1 322	1 356	1 375	1 524	1 706	+7,3%	+506	
Epargne de gestion	292	261	334	352	530	764	Une épargne de gestion en augmentation constante à partir de 2016 et située au dessus de la moyenne de la strate (331 €/hab. en 2018 contre 170 €/hab. pour la strate de référence soit : + 161 € /Hab.)		

Évolution des bases fiscales « ménages »



	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Revalorisation forfaitaire	0,9%	0,9%	1,0%	0,4%	1,2%	2,2%
Variation physique TH	-4,85%	4,04%	5,31%	18,19%	18,89%	19,67%
Variation physique TFB	4,85%	12,05%	16,66%	1,20%	24,64%	46,95%
Variation physique TFNB	-0,90%	1,96%	-4,35%	-5,30%	-1,39%	24,25%

Les bases fiscales évoluent d'une part sous l'effet du coefficient de revalorisation forfaitaire et d'autre part sous l'effet de la variation physique (*nouvelles constructions, retour à l'imposition*).

Le coefficient de revalorisation est lié à l'inflation. *Sur la période 2014-2017, il correspond à l'inflation prévisionnelle inscrite en Loi de Finances chaque année. A compter de 2018 il correspond à l'inflation constatée en novembre N-1 par rapport à l'inflation de novembre N-2.*

Les bases fiscales « ménages » de Bezannes connaissent d'importantes évolutions sur la période qui sont la conséquence d'un gain de + 260 habitants sur le mandat.

En 2014, la base de TH a diminué suite à l'instauration d'un abattement général à la base de 10% (*en mars 2013*). Les bases de taxe d'habitation de la commune connaissent depuis de fortes évolutions sur la période analysée qui s'expliquent par des livraisons de logements en lien avec l'attractivité de la commune. La commune dispose d'une base TH élevée. Ainsi, la base TH en €/hab de la commune en 2018 est de **2 345 €/hab contre 1 131 €/hab pour la moyenne de la strate**. **Dans le cadre de la suppression de la TH en 2021, la commune ne bénéficiera plus de ce dynamisme. La compensation opérée par l'Etat prenant pour référence de calcul définitive la base 2020 et le taux 2017.**

Les bases de TFB connaissent elles aussi des évolutions significatives en lien avec les livraisons de logements.

L'augmentation de **+ 47%** en 2019 s'explique également par la suppression de l'exonération de 2 ans sur les logements neufs. La base de TFB par habitant est supérieur à la strate de référence : Bezannes : 2 521 €/hab. contre 957 €/hab. pour la strate soit un différentiel de 1 564 €/Hab. (*Données 2018*).

Comparaison des taux appliqués

Taux de taxe d'habitation	2014	2019	Evolution en point
Bezannes	15,86%	14,34%	-1,52
Taux moyen de la strate	11,80%	12,34% (2018)	+0,54
Taux moyen communal départemental	28,85%	28,57%	-0,28

Taux foncier bâti	2014	2019	Evolution en point
Bezannes	22,77%	21,32%	-1,45
Taux moyen de la strate	15,62%	15,41% (2018)	-0,21
Taux moyen communal départemental	26,08%	25,85%	-0,23

Taux foncier non bâti	2014	2019	Evolution en point
Bezannes	24,78%	18,16%	-6,62%
Taux moyen de la strate	45,16%	43,70% (2018)	-1,46
Taux moyen communal départemental	23,51%	24,24%	+0,73

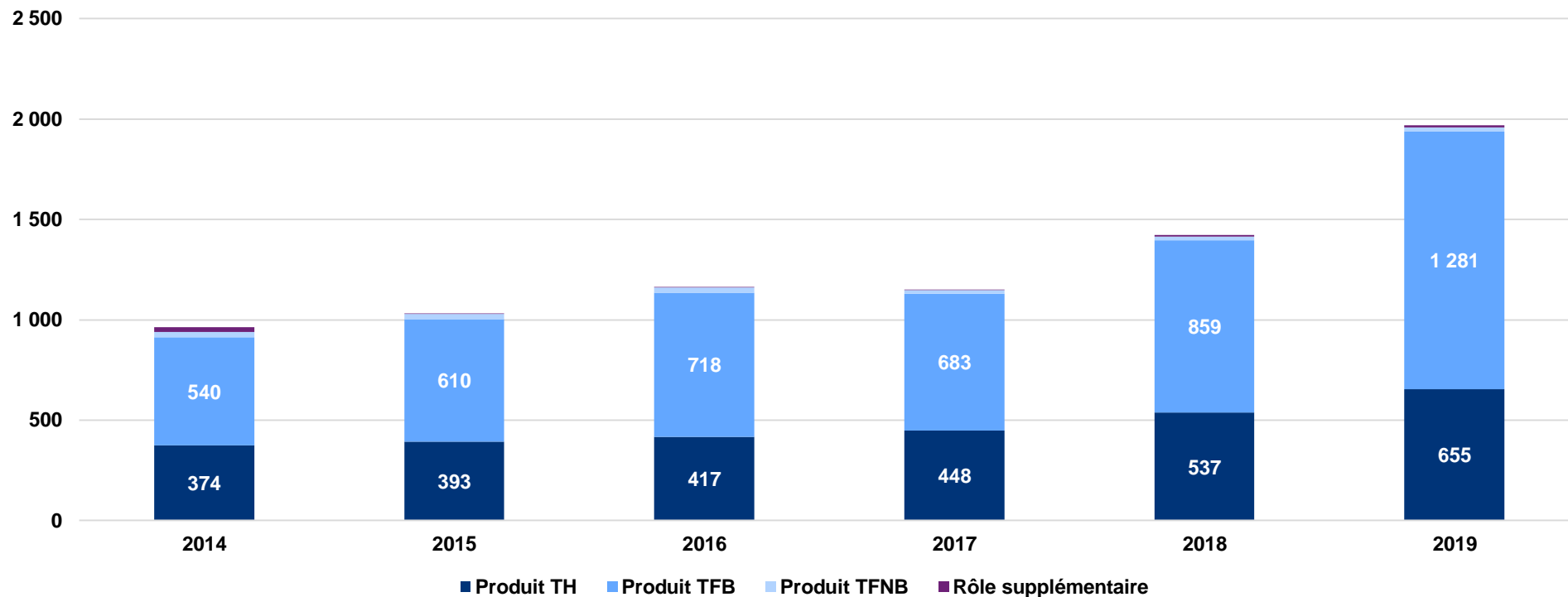
La municipalité précédente a diminué l'ensemble des taux de fiscalité en 2017 dans le cadre du pacte de neutralisation fiscale mis en place par l'intercommunalité du Grand Reims.

Le taux de TH fixé à 14,34% depuis 2017 est plus important que le taux moyen de la strate (*Différentiel de 2 pts*) ;

Le constat est le même pour le taux de FB (*Différentiel de 5,91 pts*) ;

Le taux de FNB est en revanche inférieur à celui pratiqué les communes du Département (*Différentiel de 6,08 pts*).

Évolution du produit TH, TF et des rôles supplémentaires (en K€)



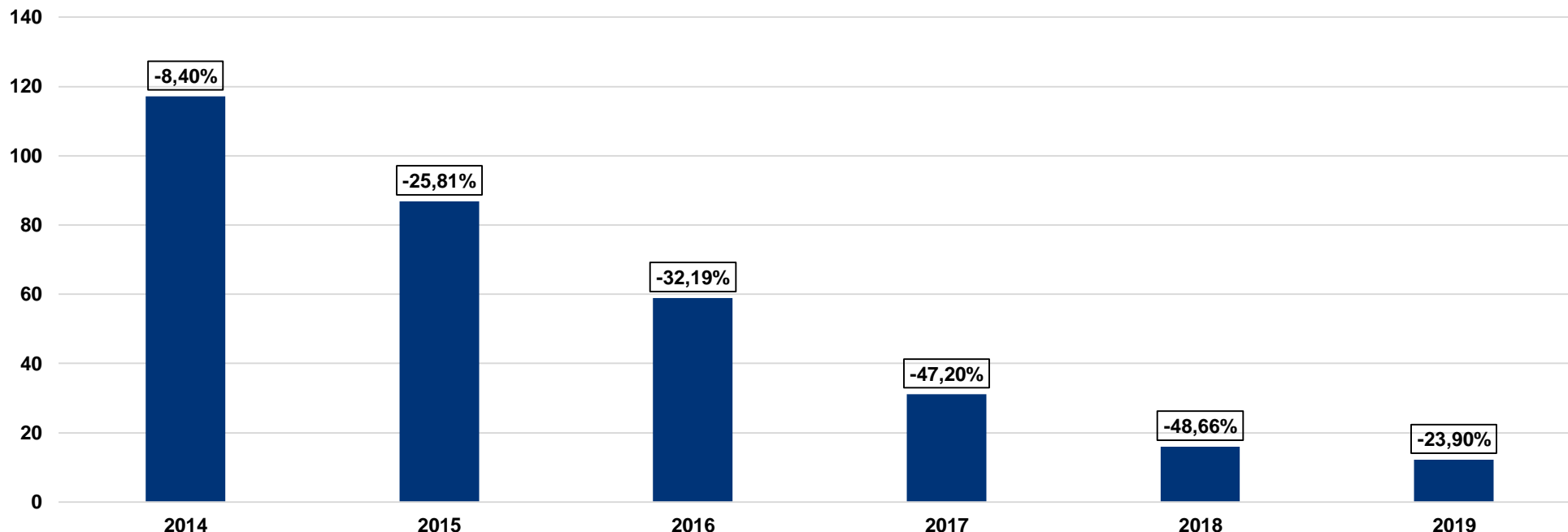
Le produit fiscal perçu par la commune progresse sensiblement sous l'effet des variations des bases (*uniquement*).

Ainsi, de 2014 à 2019, le produit des contributions a crû de + 1 M€ soit + 104 % sur la période pour atteindre **1,96 M€** en 2019.

Le dynamisme des bases de FB entraine à lui seul, une hausse de produit fiscal de + **741 K€** sur la période en partie grâce à la suppression de l'exonération de 2 sur les constructions neuves (cf : slide 13).

La commune dispose de produits des impôts locaux supérieurs à ceux constatés pour les communes de la même strate. En effet, le produit de TH 2018 est de 336 €/hab. contre 140 €/hab. (*différentiel de 196 €/Hab.*) et celui de TF est de 536 €/hab. contre 147 €/hab. (*différentiel de 389 €/Hab.*).

Evolution de la dotation forfaitaire (%)

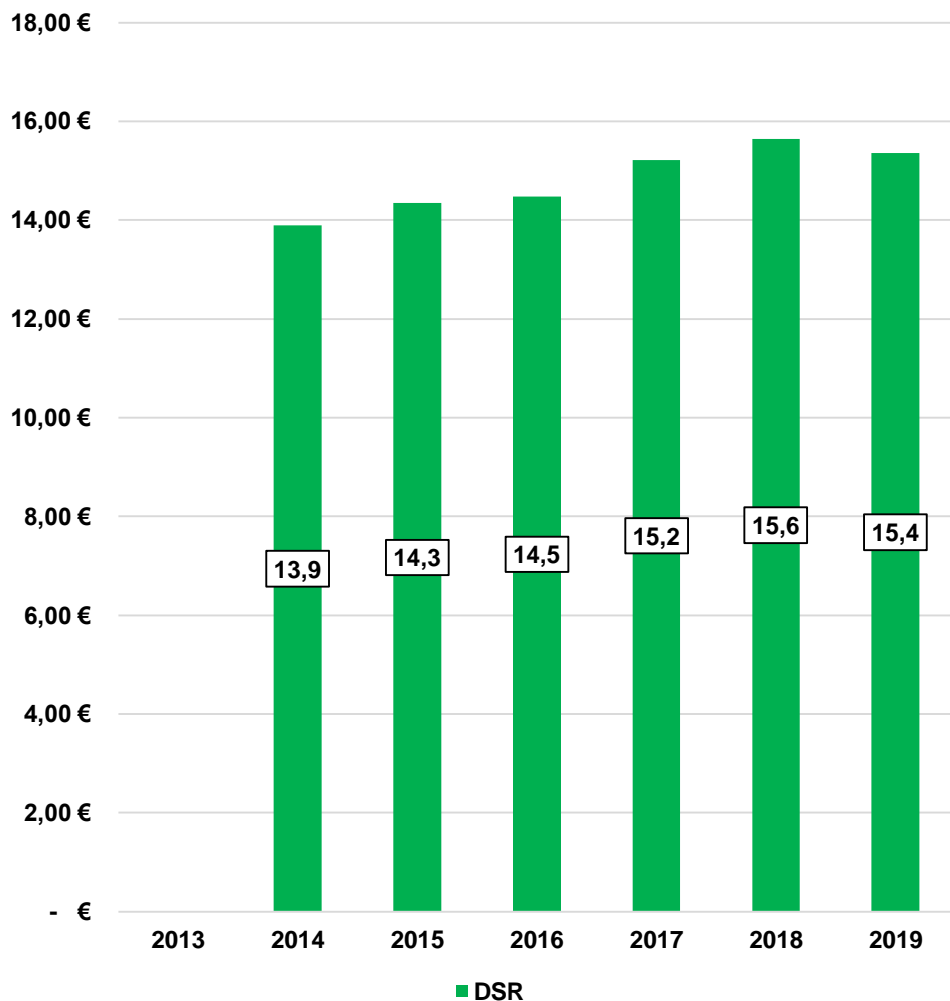


La DGF des communes est composée d'une dotation forfaitaire (DF) et de dotations de péréquation (dotation de solidarité urbaine, dotation de solidarité rurale et dotation nationale de péréquation). Sur l'ensemble de la période d'analyse, **la ville perçoit une DGF/hab. très en deçà du niveau constaté pour sa strate d'appartenance**. En 2018, elle atteint 20 €/hab. contre 147 €/hab. pour sa strate (*différentiel : - 127 €/Hab.*).

Sur la période, la dotation forfaitaire de la commune a été impactée à la baisse de par la **contribution au redressement des finances publiques** (CRFP) mais aussi, par **l'écêtement** mis en place pour financer l'abondement des dotations de péréquation verticale.

En conséquence, entre 2014 et 2019 la diminution globale de la dotation forfaitaire est de - 90% soit -105 K€. Elle s'établit ainsi à 12 K€ en 2019, encore impactée par un écrêtement, calculé en fonction du potentiel fiscal/habitant, de - 17 K€. Le gain lié à l'évolution de la population compense en partie cette diminution avec une hausse de + 14 K€ en 2019.

Évolution de la DSR (K€)



La commune bénéficie une dotation dite de péréquation versée par l'Etat.

Bezannes perçoit la **DSR (Dotation de Solidarité Rurale)**. Elle bénéficie aux communes de 10 000 habitants et moins les plus défavorisées.

Cette dotation se compose de trois fractions : bourg-centre, péréquation et cible.

Bezannes bénéficie de la part « péréquation ». Depuis sa mise en place, l'Etat augmente chaque année le montant national de DSR, on dit qu'il « abonde » l'enveloppe nationale. La ville en bénéficie puisque son montant croît régulièrement depuis 2014.

Sur la période, La DSR a légèrement crû de + 1,5 K€.

A noter : l'Etat a décidé d'orienter les hausses principalement vers les communes bénéficiant de la part « bourg-centre » et depuis 2019 de la part « cible ».

DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

Évolution et répartition des autres dotations et participations

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution moyenne annuelle	
Participations Etat	15 K€	18 K€	9 K€	13 K€	28 K€	11 K€	-6,1%	Principalement le fonds d'amorçage des rythmes scolaires versé par l'Etat. A noter : en 2018, imputation de versements CAF normalement imputés en « participations autres organismes ».
Variation N-1	-	15,5%	-49,4%	41,4%	118,3%	-59,6%		
Participations autres organismes	4 K€	29 K€	28 K€	39 K€	9 K€	22 K€	+41,8%	Contrat enfance jeunesse avec la CAF de la Marne depuis 2015 avec en 2017 le versement de subventions exceptionnelles et en 2018 une erreur d'imputation.
Variation N-1	-	647,3%	-1,9%	37,3%	-77,2%	149,0%		
Compensations fiscales	12 K€	15 K€	13 K€	14 K€	17 K€	19 K€	+8,6%	Principalement compensation TH (15 K€ en 2019)
Variation N-1	-	19,3%	-10,4%	1,1%	28,0%	9,1%		
Dotation de recensement	-	-	-	-	0	3 K€	-	
Variation N-1	-	-	-	-	-	N/A		
Autres dotations et participations	32 K€	62 K€	51 K€	65 K€	54 K€	55 K€	+11,6%	
Variation N-1	-	94,1%	-17,7%	28,6%	-17,3%	2,0%		

PRODUIT DES SERVICES

Évolution et répartition des produits des services

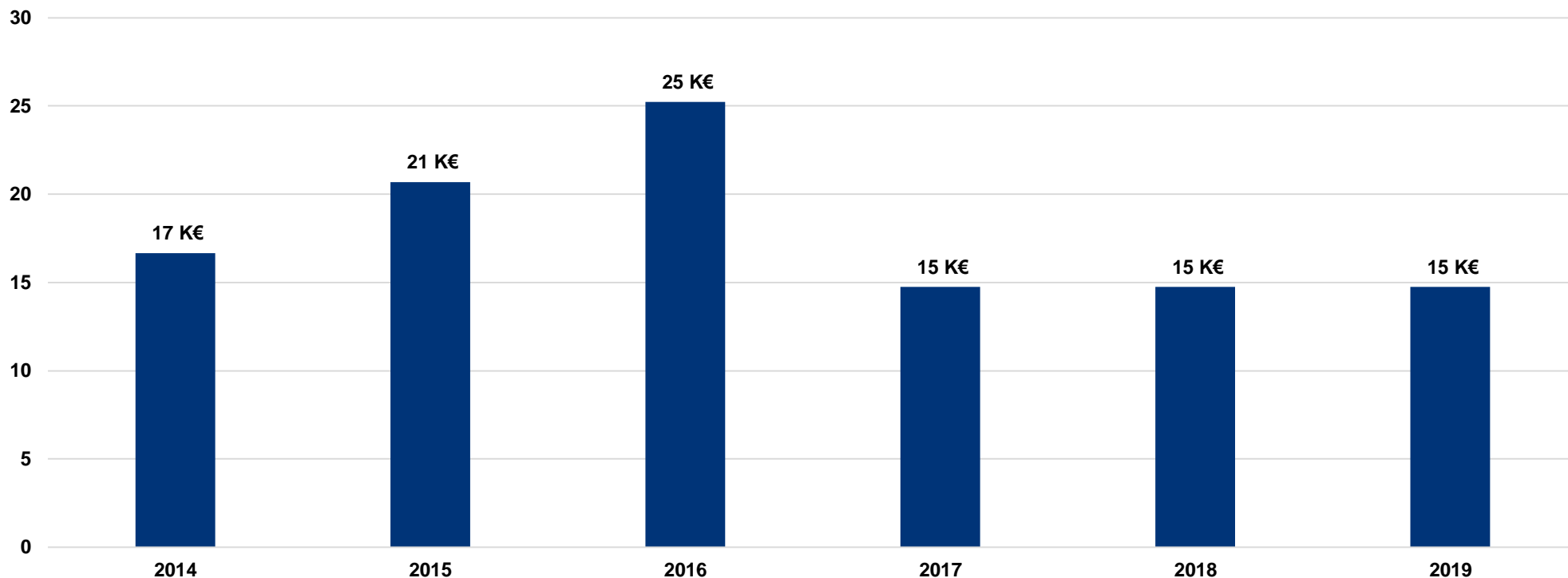
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution moyenne annuelle	
Concessions et redevances funéraires	1 K€	2 K€	3 K€	3 K€	2 K€	2 K€	+17,9%	
<i>Variation N-1</i>	-	66,7%	86,7%	17,9%	-37,9%	0,0%		
Droits de stationnement et de location sur la voie publique	9 K€	9 K€	8 K€	4 K€	4 K€	5 K€	-9,8%	
<i>Variation N-1</i>	-	3,2%	-6,5%	-45,7%	-15,1%	34,4%		
Redevances et droits des services à caractère sportif et de loisirs	15 K€	18 K€	12 K€	21 K€	28 K€	31 K€	+15,3%	Centre de loisirs
<i>Variation N-1</i>	-	23,1%	-37,2%	81,8%	31,7%	10,0%		
Redevances et droits des services à caractère social	-	8 K€	7 K€	10 K€	10 K€	9 K€	-	Régie photocopie et brocante
<i>Variation N-1</i>	-	-	-11,1%	40,7%	-6,1%	-7,2%		
Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	60 K€	62 K€	81 K€	93 K€	91 K€	88 K€	+7,8%	Garderie/restauration scolaire
<i>Variation N-1</i>	-	3,0%	30,2%	15,1%	-1,9%	-3,9%		
Produits des services	85 K€	99 K€	111 K€	132 K€	135 K€	135 K€	+9,6%	
<i>Variation N-1</i>	-	16,8%	11,9%	19,3%	1,8%	-0,1%		

Les produits des services croissent de + 59% entre 2014 et 2019 soit une augmentation en volume de + 50 K€.

La hausse de produit provient essentiellement des redevances et droits de services à caractère sportif et de loisirs (+16 K€) et des redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement (+31 K€). Ces évolutions pourraient être le résultat d'une hausse de la fréquentation des différents services publics proposés par la commune à ses habitants (*à confirmer*).

A noter : en complément de ces données, la commune a perçu 60 K€ de remboursement de frais liés aux régies de location de salle et de déchets verts (2018 – 2019).

Évolution du reversement au titre du FPIC



La ville de Bezannes bénéficie d'un mécanisme de péréquation horizontale créé en 2012 qui consiste à prélever une partie des ressources fiscales de certaines collectivités pour les reverser à d'autres. **On parle de Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)**. Le montant des ressources du FPIC (*initialement croissant*) est voté en Loi de Finances et est limité à 1 Mds d'€ depuis la Loi de Finances Initiale pour 2018. La répartition du FPIC s'apprécie au niveau de l'ensemble intercommunal (EI), à savoir l'EPCI et ses communes membres. Le passage en 2017 en Communauté urbaine a impacté les ratios de richesse utilisés dans la répartition du FPIC et désormais l'EPCI n'est plus bénéficiaire. L'année 2019 est une année transitoire avec un dispositif mis en place par l'EPCI visant à assurer la neutralité sur les budgets communaux.

Dès 2020, le territoire devient contributeur au titre du FPIC et seule la CU supportera cette charge. Pour compenser cette perte de recette, le Grand Reims prévoit d'abonder son enveloppe de DSC (source : orientations budgétaires 2020 Grand Reims).

LES REVERSEMENTS INTERCOMMUNAUX

Évolution et répartition des reversements intercommunaux

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Attributions de compensation (AC)	140 K€	140 K€	140 K€	186 K€	181 K€	181 K€
Variation N-1	-	0,0%	0,0%	32,9%	-2,4%	0,1%
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	79 K€					
Variation N-1	-					
Reversements de fiscalité	219 K€	219 K€	219 K€	265 K€	260 K€	260 K€
Variation N-1	-	0,0%	0,0%	21,0%	-1,7%	0,1%

L'attribution de compensation (AC) de fonctionnement a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire entre transfert de fiscalité et transferts de compétences à la fois pour la CU du Grand Reims et pour ses communes membres dont Bezannes. Son montant est en hausse en 2017 de +46 K€ de par les transferts des compétences voirie et concession gaz, mais en baisse de – 5K€ dès 2018 compte tenu de la restitution de la compétence fourrière automobile.

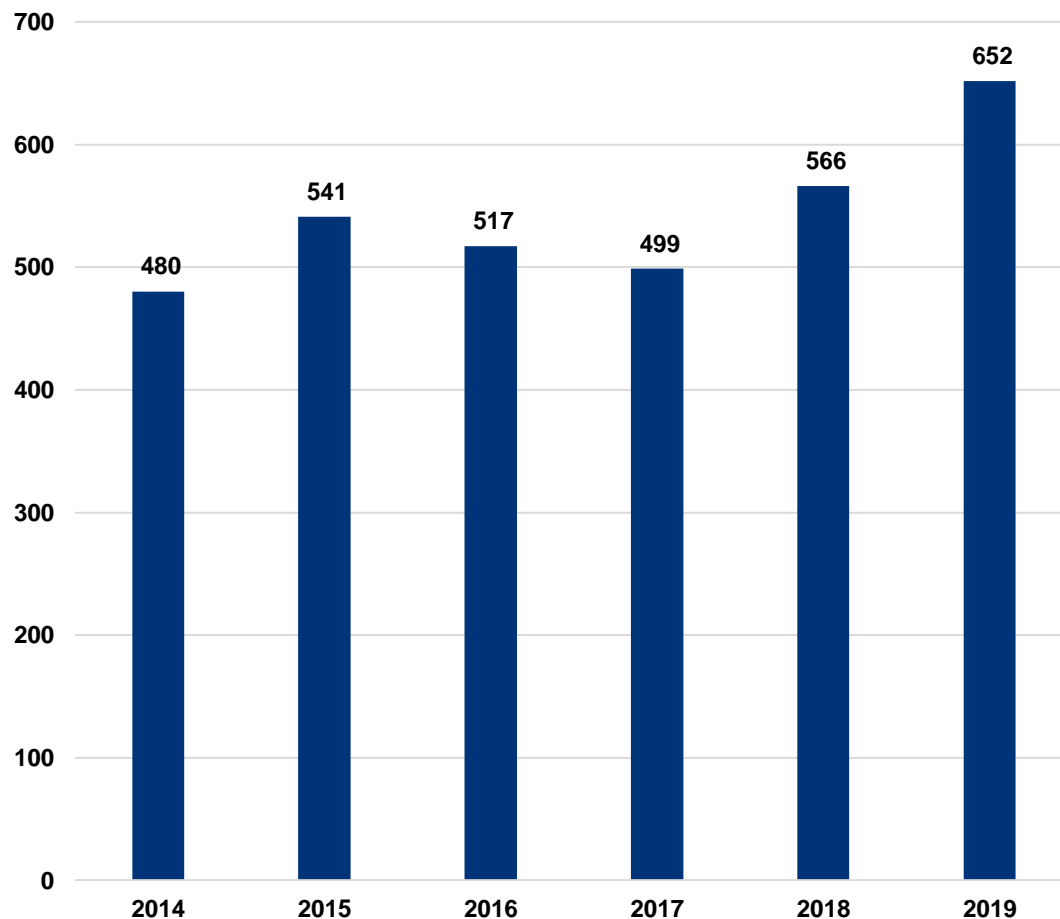
La commune bénéficie également du versement d'une dotation de solidarité communautaire (DSC) dont le principe et les critères de répartition entre les bénéficiaires sont fixés par le conseil de l'EPCI. Le Grand Reims fixe librement son montant, qui est stable sur la période à **79 K€**. Les critères pris en compte par la CU sont la population, les revenus et le potentiel fiscal.

→ Depuis 2018, la commune bénéficie de 260 K€ de reversement de la part de l'EPCI.



CHAPITRE 011 : CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Évolution des charges à caractère général (en K€)



Les charges à caractère général (34% du total des DRF en 2019) constituent le deuxième poste de dépenses pour la commune.

Elles comprennent les contrats conclus par la ville (*électricité, eau...*), les frais d'entretien des locaux et bâtiments, les achats de fournitures, etc. La concession de gaz est gérée par la CU depuis son transfert. Elles évoluent en fonction de l'inflation qui se répercute sur les prix à la consommation, du prix des fluides et en fonction des services rendus à la population.

Entre 2014 et 2019, les charges à caractère général connaissent progression sensible de + 172 K€ en dépit des transferts de charges à la CU (cf : slide précédente). Cette hausse est due à celle des contrats de prestation (espaces verts). Cf : détail des postes de charges page suivante.

Sur la base des données de 2018, les achats et charges externes sont sensiblement supérieurs pour Bezannes (353 €/hab.) contre 198 €/hab. pour la strate de référence soit un différentiel de + 155 €/Hab.



CHAPITRE 011 : CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL (EN K€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fluides	59	69	74	68	68	79
Variation N-1	-	17,5%	7,6%	-8,3%	-0,4%	17,4%
Carburants	5	4	4	4	4	3
Variation N-1	-	-9,8%	-9,6%	4,9%	7,0%	-20,7%
Alimentation	2	2	2	1	2	2
Variation N-1	-	-16,9%	42,5%	-44,1%	28,1%	-3,6%
Fournitures d'entretien et de petit équipement	39	34	32	23	49	47
Variation N-1	-	-12,5%	-8,0%	-26,4%	109,1%	-3,9%
Fournitures administratives	6	4	4	5	13	9
Variation N-1	-	-22,6%	-5,2%	9,7%	181,0%	-32,3%
Livres	-	-	-	-	-	3
Variation N-1	-	-	-	-	-	-
Fournitures scolaires	13	7	10	11	18	11
Variation N-1	N/A	-49,3%	52,7%	12,7%	64,3%	-37,9%
Contrats de prestations de services	132	188	170	189	197	270
Variation N-1	-	42,9%	-9,3%	11,1%	4,1%	36,8%
Entretien et réparations, maintenance	71	90	95	56	80	63
Variation N-1	-	27,2%	6,0%	-40,7%	42,5%	-21,9%
Charges locatives	25	26	16	17	21	27
Variation N-1	-	4,1%	-35,6%	5,6%	23,2%	27,3%
Assurances	15	10	10	38	18	34
Variation N-1	N/A	-33,1%	7,9%	259,6%	-51,5%	87,1%
Honoraires et études	6	3	26	9	9	1
Variation N-1	-	-58,8%	933,8%	-66,8%	2,0%	-90,6%
Publicité, publications, relations publiques	34	52	33	32	35	40
Variation N-1	-	54,9%	-37,1%	-2,8%	10,3%	11,9%
Transports	3	5	2	5	4	3
Variation N-1	-	68,9%	-54,0%	117,6%	-8,5%	-34,4%
Déplacements, missions et réceptions	5	6	5	2	5	2
Variation N-1	-	20,9%	-16,6%	-50,6%	118,1%	-52,8%
Frais postaux et télécommunications	18	22	20	18	23	26
Variation N-1	-	18,9%	-5,9%	-8,9%	22,6%	15,8%
Impôts et taxes	1	1	1	2	2	2
Variation N-1	-	0,4%	-2,6%	130,0%	-6,8%	13,2%
Autres charges	50	21	12	18	18	30
Variation N-1	-	-58,7%	-42,6%	49,3%	0,6%	70,2%
TOTAL	480	541	517	499	566	652
Variation N-1	-	12,6%	-4,4%	-3,6%	13,6%	15,1%

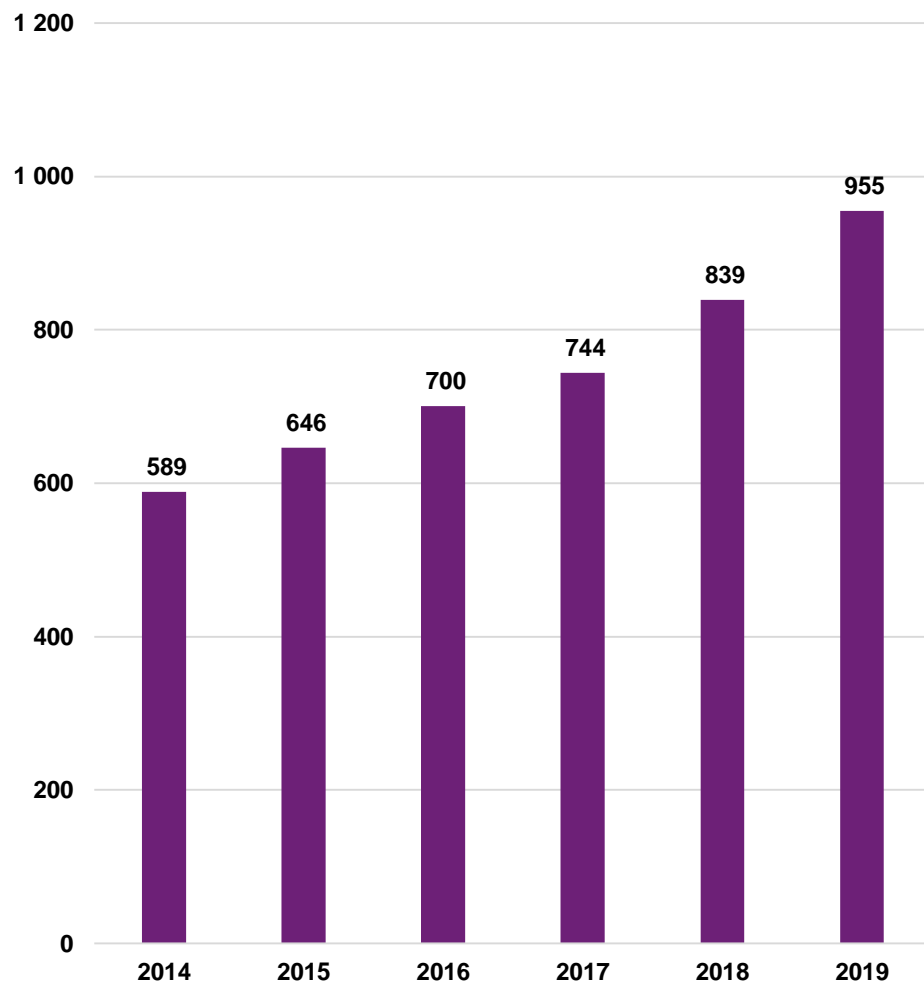
L'augmentation constatée entre 2014-2019 provient quasi exclusivement de celle des contrats de prestations : **+138 K€ de hausse dont près de +73 K€ en 2019**. Cette hausse provient principalement de dépenses liées à des entreprises entretenant les espaces verts. Ainsi, le montants versés à ARTOPIA SAS (tonte, fauchage, taille) a augmenté de 29 K€ entre 2018 et 2019 et à ID VERDE (entretien terrain de sport) de 31 K€.

Aussi, Les fluides augmentent également sur le mandat avec +20 K€.



CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL

Évolution des charges de personnel nettes (en K€)



Les charges de personnel ont subi la revalorisation du point d'indice en 2016 (+0,6%) et 2017 (+0,6%) ainsi que les surcoûts liés à la mise en œuvre de la réforme PPCR et à la refonte du régime indemnitaire (RIFSEEP) plus récemment. Le GVT réhausse également naturellement le chapitre. Ces éléments sont indépendants de la politique d'avancement et de recrutement au sein de la collectivité.

Entre 2014 et 2019, les dépenses de personnel augmentent de + 366 K€. **Alors que l'évolution couramment constatée se situe autour de +2% par an, les charges de personnel connaissent ici des augmentations régulièrement supérieures à +10%.** Ce constat doit être mis en relation avec l'attractivité et le développement de la commune.

Les dépenses de personnel représentent 48% des dépenses réelles de fonctionnement en 2019. Ce ratio est situé au dessus de la moyenne constatée sur l'ensemble des villes de la strate (42%) en 2018 selon les données de l'Observatoire des Finances Locales 2019..

NB : le montant du chap. 012 est ici retraité des atténuations de charges (chap. 013) pour calculer les charges de personnel nettes.



CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL

Évolution des charges de personnel nettes (détail)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution 2019/2014	Evolution moyenne annuelle
Rémunérations du personnel titulaire	268 K€	320 K€	353 K€	374 K€	383 K€	443 K€	+ 175 K€	+10,6%
<i>Variation N-1</i>	-	19,5%	10,3%	6,1%	2,4%	15,5%	-	
Rémunérations du personnel non titulaire	130 K€	110 K€	127 K€	148 K€	162 K€	237 K€	+ 107 K€	+12,8%
<i>Variation N-1</i>	-	-15,0%	15,3%	16,7%	9,2%	46,0%	-	
Rémunérations emplois d'insertion et apprentis	19 K€	18 K€	-	-	-	-	- 19 K€	-100%
<i>Variation N-1</i>	-	-7,8%	-100,0%	-	-	-	-	
Personnel extérieur au service	-	-	-	1 K€	67 K€	-	-	
<i>Variation N-1</i>	-	-	-	-	7223,8%	-99,6%	-	
Charges sociales et impôts sur rémunérations	188 K€	201 K€	224 K€	224 K€	229 K€	277 K€	+89 K€	+8,1%
<i>Variation N-1</i>	-	7,2%	11,6%	-0,3%	2,3%	21,0%	-	
Atténuations de charges	15 K€	3 K€	4 K€	4 K€	3 K€	2 K€	- 13 K€	-36,4%
<i>Variation N-1</i>	-	-81,8%	44,1%	-4,1%	-30,1%	-40,6%	-	
Charges de personnel nettes	589 K€	646 K€	700 K€	744 K€	839 K€	955 K€	+ 366 K€	+10,2%
<i>Variation N-1</i>	-	9,7%	8,4%	6,2%	12,8%	13,9%	-	

15 titulaires en 2019 contre 13 au début du mandat (temps complet et non complet)

8 agents non titulaires en 2019 contre 3 en début de mandat (animation et administration)

Hausse « subie » des cotisations sociales et patronales



CHAPITRE 65 : AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

Évolution des charges de gestion courante

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution moyenne annuelle
Charges liées aux élus	63 K€	64 K€	63 K€	64 K€	64 K€	59 K€	-1%
<i>Subvention CCAS</i>	<i>3 K€</i>	<i>2 K€</i>	<i>3 K€</i>	<i>3 K€</i>	<i>1 K€</i>	-	-100%
<i>Subventions associations</i>	<i>65 K€</i>	<i>67 K€</i>	<i>71 K€</i>	<i>65 K€</i>	<i>53 K€</i>	<i>39 K€</i>	-9%
<i>Autres subventions</i>	<i>1 K€</i>	<i>1 K€</i>	<i>1 K€</i>	<i>1 K€</i>	-	-	-100%
Total des subventions de fonctionnement versées	68 K€	70 K€	75 K€	69 K€	54 K€	39 K€	-10%
Autres charges de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	131 K€	134 K€	138 K€	132 K€	118 K€	99 K€	-6%

Diminution des subventions de fonctionnement versées : fin en 2019 de la subvention versée au CCAS et contraction des subventions aux associations (-14 K€). Ce constat s'explique par la diminution de la principale subvention : celle versée au foyer social et culturel. Elle est en 2019 de 23 K€ contre un plus haut niveau à 43 K€ en début de mandat (- 20 K€).



CALCUL ET ANALYSE DE L'ÉPARGNE BRUTE

Évolution de l'épargne brute

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution moyenne annuelle
<i>Epargne de gestion (rappel)</i>	292 K€	261 K€	334 K€	352 K€	530 K€	764 K€	+21,2%
+ Produits financiers (chap. 76)	-	-	-	15 K€	13 K€	12 K€	-
+ Produits exceptionnels (chap.77 sauf 775)	2 K€	2 K€	2 K€	6 K€	8 K€	24 K€	-
- Charges financières (chap. 66)	23 K€	21 K€	20 K€	16 K€	19 K€	27 K€	-
- Charges exceptionnelle s (chap. 67)	-	-	-	2 K€	4 K€	-	-
= Epargne brute	271 K€	242 K€	317 K€	354 K€	528 K€	772 K€	+23,3%

Remboursement
sinistre école en
2019

L'épargne brute de la commune suit l'évolution de l'épargne de gestion compte tenu des faibles niveaux de produits et de charges financiers/exceptionnels. Il convient de noter que les charges financière sont en hausse depuis 2017 en raison des emprunts contractés par la commune. Par ailleurs, elle connaît sur la période une amélioration continue avec une hausse de + 501 K€. Son niveau est plus élevé que le niveau des communes de la même strate : l'épargne brute est de 330 €/hab contre 156 €/hab pour les communes de la strate.



CALCUL ET ANALYSE DE L'ÉPARGNE NETTE

Évolution de l'épargne nette

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution moyenne annuelle
Epargne brute (rappel)	271 K€	242 K€	317 K€	354 K€	528 K€	772 K€	+23%
- Remboursement en capital de la dette	67 K€	70 K€	73 K€	82 K€	126 K€	130 K€	+14%
= Epargne nette	204 K€	172 K€	244 K€	272 K€	402 K€	643 K€	+26%

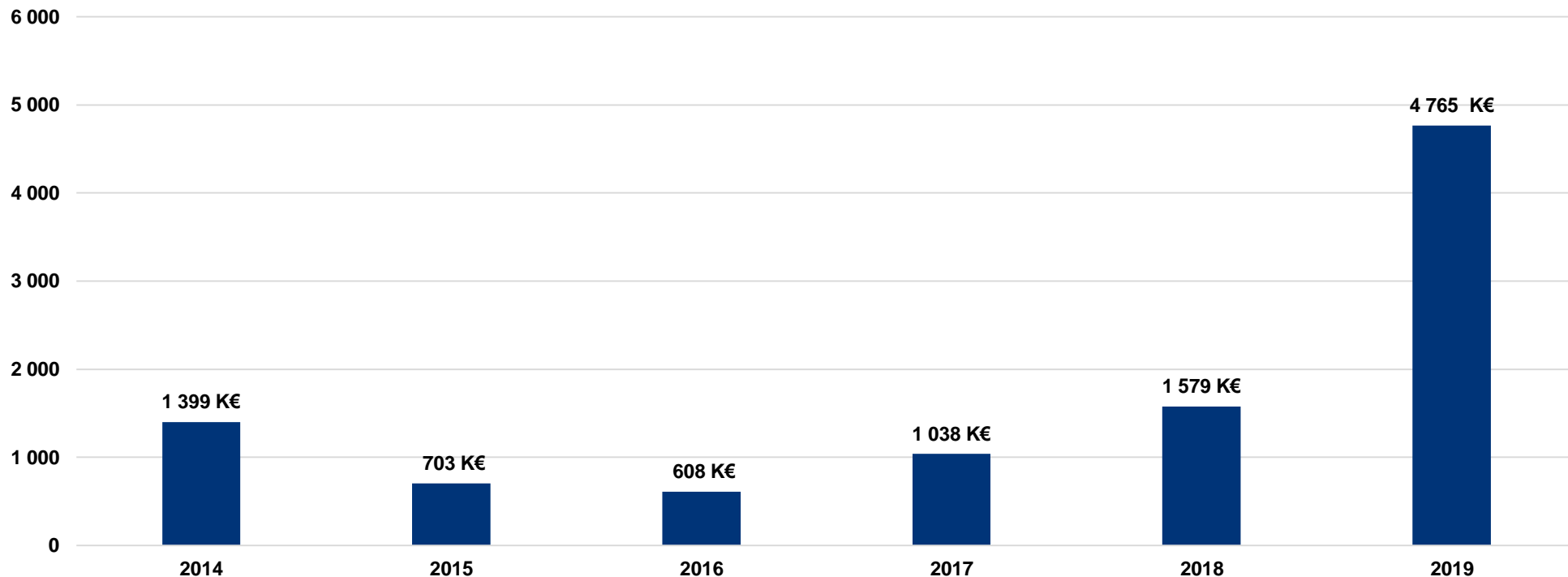
Après déduction de l'amortissement du capital de la dette, l'épargne nette constitue un bon indicateur de l'autonomie de la ville dans le financement de son investissement.

Avec un remboursement en capital de la dette en hausse en fin de période, l'épargne nette de la commune connaît elle tout de même une progression continue depuis 2015 et s'établit ainsi à 643 K€ en 2019. Comparativement aux communes de la même strate, elle est toujours bien positionnée. Ainsi, elle équivaut à 251 €/hab. contre en moyenne 88 €/hab. en 2018.



LES INVESTISSEMENTS DE LA COMMUNE

Évolution des dépenses d'équipements réalisées



Sur le mandat précédent, 10 M€ d'investissements furent réalisés soit une moyenne de 1,7 M€ d'investissements par an. Les investissements connaissent une montée en puissance progressive de 2015 à 2018 avant une très forte augmentation en 2019.

Le montant 2019 s'explique par l'opération d'équipement n°702 c'est-à-dire la construction d'une salle multi-activités. Elle représente à elle seule 3,3 M€ de dépenses d'équipements soit plus de 70% du total des dépenses de l'année. Sur le mandat, 1M€ furent consacrés au bâtiment des ateliers municipaux, 1M€ pour le pôle sportif, 845 K€ pour la plateforme du complexe Vernier, 704 K€ pour le réaménagement du groupe scolaire et 376 K€ pour la construction d'une salle festive.

Sur tout le mandat passé, les dépenses d'équipements réalisées en €/hab sont supérieures à celles réalisées par les communes de la même strate. Ainsi, en 2018 avec 1,6 M€ de dépenses d'investissements le rapport était de 988 €/hab pour Bezannes contre 307 €/hab en moyenne.



LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT 2014-2019

Évolution des recettes d'investissement et des dépenses d'investissement (en K€)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	TOTAL	Part en %
Epargne nette	204	172	244	272	402	643	1 936	16,5%
FCTVA	-	101	231	108	103	67	610	5,2%
Cessions	-	21	-	655	430	202	1 308	11,1%
Autres recettes*	39	35	131	65	149	74	492	4,2%
Ressources propres	242	328	606	1 100	1 084	985	4 345	37,0%
Subventions	242	114	167	12	53	384	971	8,3%
Emprunts	-	-	-	600	-	4 200	4 800	40,9%
Utilisations des excédents	914	261	-	-	442	-	1 617	13,8%
Capacité de financement totale	1 399	703	773	1 712	1 579	5 569	11 734	
Dépenses d'équipement, avec 204	1 399	703	608	1 038	1 579	4 765	10 092	-
Autres dép. d'éq. et inv. hors PPI	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement total	1 399	703	608	1 038	1 579	4 765	10 092	-

Les dépenses d'équipements de 10 M€ sont financées principalement par :

- **L'emprunt** à hauteur de 4,8 M€ soit 41% du total.
- **Les ressources propres de la commune** à hauteur de 4,3 M€ soit 37% dont principalement **l'épargne nette** à hauteur de 1,9 M€ soit 17% du total.
- **L'utilisation des excédents** à hauteur de 1,6 M€ soit 14% du total.

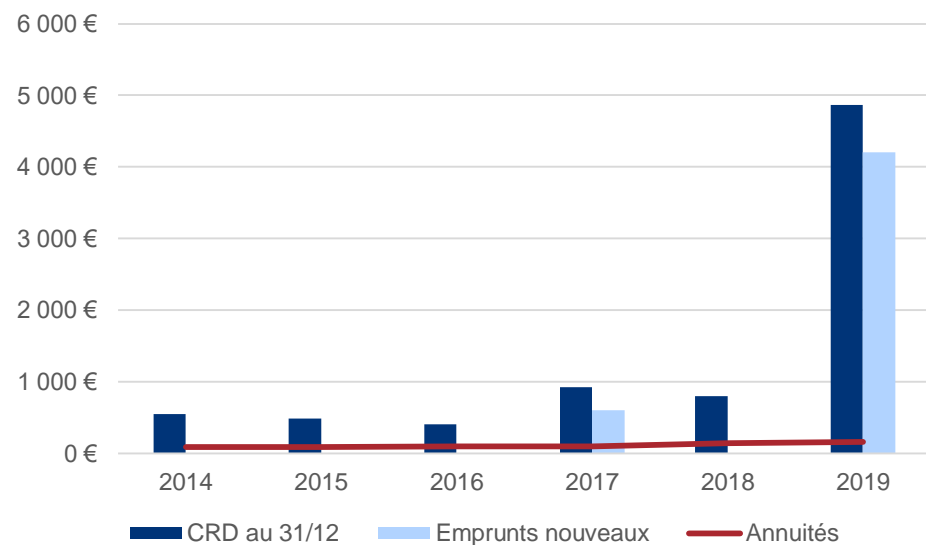
*Les autres recettes sont constituées de la taxe d'aménagement et des immobilisations financières.

LA DETTE DE LA COMMUNE

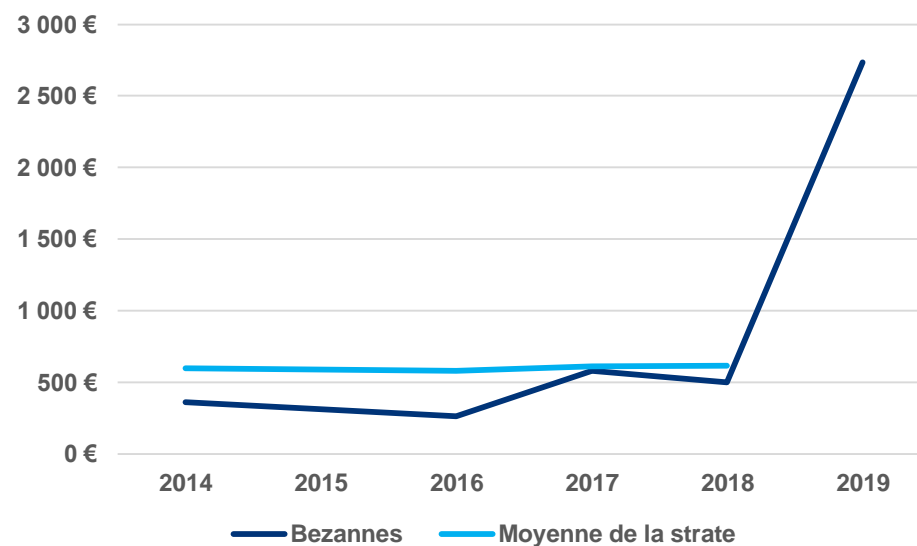
► Quelques éléments d'analyse :

- Tous les emprunts contractés par la ville (4 emprunts au 01/01/2020) sont classés « 1A » selon la charte Gissler (Charte de bonne conduite) soit le risque le plus faible possible.
- Trois emprunts sur quatre sont des emprunts à taux fixe avec des niveaux de taux compris entre 1,050% et 3,7%. Un seul est un taux variable puisqu'indexé sur Euribor 3 mois + 1,10%. Tous sont contractés auprès du Crédit Agricole.
- Sur la période d'analyse, la commune a souscrit à l'emprunt a deux reprises : 600 K€ en 2017 auprès du Crédit Agricole à taux fixe et 4,2 M€ en 2019 décomposé en 3,5 M€ à taux fixe et le solde à taux variable. Cette dernière souscription d'emprunt entraine logiquement une forte augmentation du CRD de la commune qui s'établit à plus de 4,8 M€ fin 2019 contre 551 K€ fin 2014.. L'encours de dette de la commune par habitant alors qu'il était inférieur à celui de la moyenne de la strate sur toute la période connaît dès 2019 une hausse sans précédent.

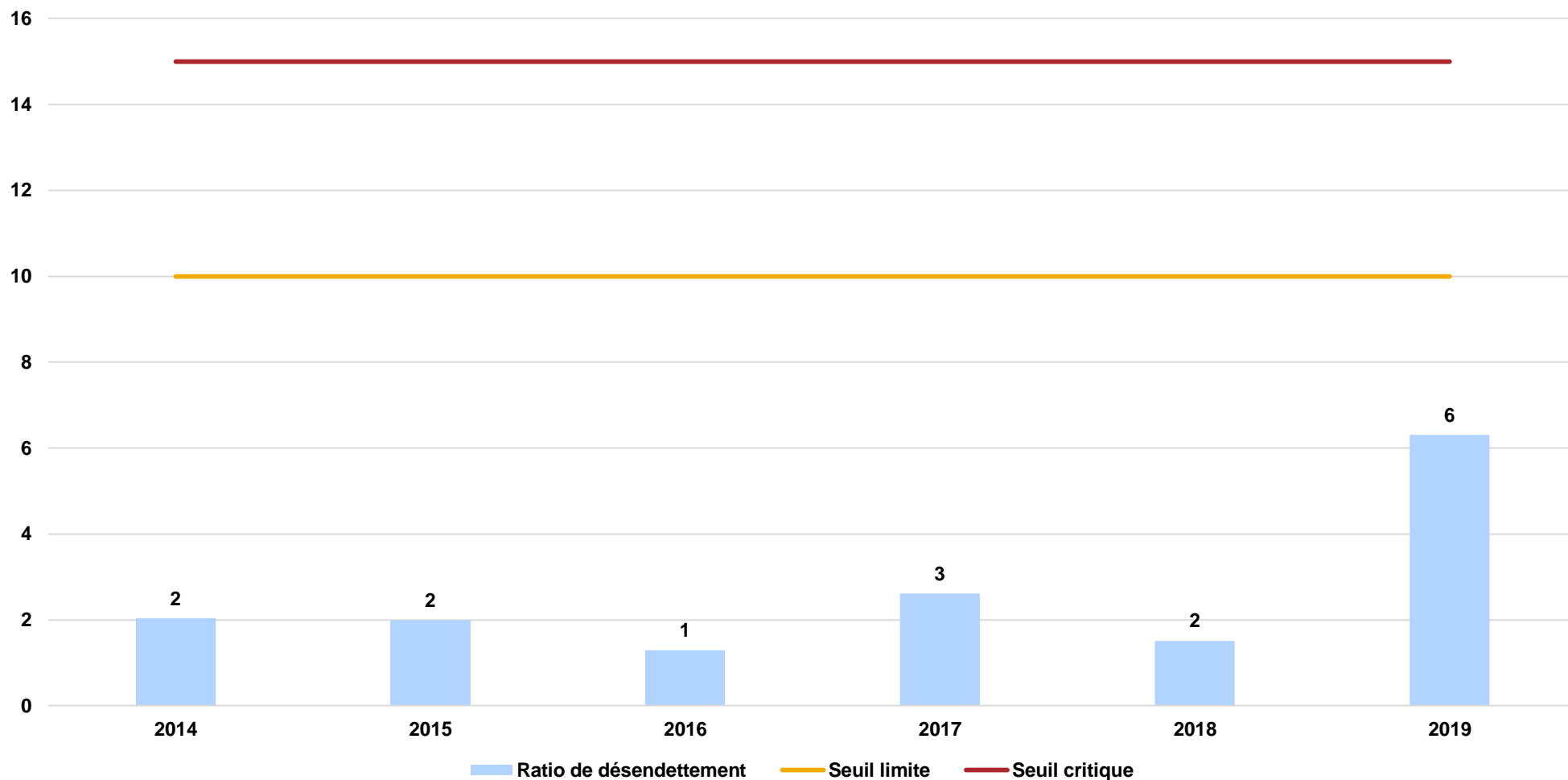
Évolution du CRD au 31/12



Encours de dette en €/hab



LE RATIO DE DÉSENDETTEMENT



Malgré la hausse du CRD au 31/12 en 2019 résultant de la souscription d'un emprunt de 4,8 M€ en 2019, le ratio de désendettement reste toujours en dessous des seuils d'alerte sur toute la période d'analyse.